

# L'économiste

Le Journal des décideurs

du Bénin

**AGI**  
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

**SOCIETE DE BOURSE**

Immeuble de l'Africaine des Assurances  
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou  
contact@agi-agi.com  
+229 21 31 87 33  
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

## Bourse Uemoa

### La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

## 12<sup>ème</sup> édition des ATDA

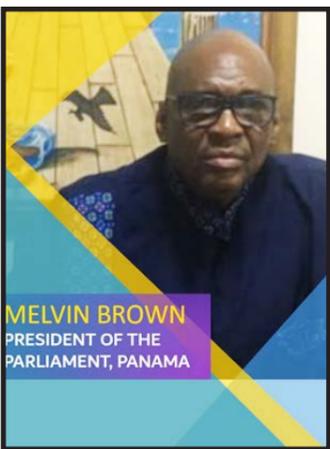
### Le capital humain comme catalyseur de l'écosystème numérique africain

Placée sous la thématique du "Capital humain, catalyseur d'un écosystème numérique africain performant", la 12<sup>e</sup> édition des ... • (Page 06)

## Télécommunications en Afrique

### La taxation du mobile money risque de freiner les progrès en matière d'inclusion financière

Alors que le mobile money a transformé la vie de centaines de millions d'Africains et boosté la croissance ... • (Page 06)



## Géopolitique

# Le dollar américain : les raisons cachées de la guerre en Ukraine

◆ Trois piliers-porteurs sous-jacents, selon Oleg Nesterenko



## Diaspora et investissement en Afrique

• (Page 11)

# Les analyses de Maître Melvin Brown pour un développement « gagnant-gagnant »

• (Pages 03, 04 & 05) Oulimata Ndiaye Diasse

## « L'éducation financière est au cœur de nos préoccupations »

Mme Oulimata NDIAYE DIASSE, responsable du département Conseil et Assistance aux Etats ... • (Page 10)

## PADSBE/Accès Durable

### Le dédommagement des personnes affectées acté

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'Accès Durable et Sécurisé ... • (Page 11)

## Mois du consommer local

### Filiga Sawadogo échange avec la Ministre Shadiya Assouman

En prélude à la 4<sup>ème</sup> édition de l'initiative du « Mois d'octobre, Mois du consommer local », le Commissaire en charge du département du Marché Régional et de la ... • (Page 10)

## Mise en œuvre des actions du FEM

### Les efforts de mobilisation de ressources du Bénin passés en revue

Le Ministre du Cadre de Vie et des Transports, chargé du Développement Durable (MCVTDD), José TONATO, a ... • (Page 02)

GOVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

INStAD

5<sup>ème</sup> RECENSEMENT GÉNÉRAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITATION DU BÉNIN (RGPH5)

LE RGPH5 POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE ÉQUILIBRÉ

LA BANQUE MONDIALE UNFPA UNICEF

42 22 22 22

www.rgph5.instad.bj

## Mise en œuvre des actions du FEM

### Les efforts de mobilisation de ressources du Bénin passés en revue

Le Ministre du Cadre de Vie et des Transports, chargé du Développement Durable (MCVTDD), José TONATO, a lancé le lundi 17 avril 2023, l'atelier relatif à la deuxième édition du dialogue national d'internalisation des politiques et stratégies de mobilisation de ressources sur le 8e cycle du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM-8). C'était à Azalaï Hôtel de Cotonou.

• F.V.

Au cours de la cérémonie, le ministre a exprimé sa profonde gratitude à l'égard de toutes les institutions, en particulier celles du FEM, dont l'appui financier et technique a permis d'impulser une dynamique positive simultanément au niveau de l'État et des organisations civiles. Cette dynamique s'identifie à la réalisation de plusieurs projets d'impacts en arrimage avec les PAG 1 et 2 en matière de changements climatiques, de biodiversité et de restauration des terres dégradées ainsi qu'au développement des mesures alternatives génératrices de revenus. Au nom du Président Patrice TALON, le ministre TONATO a assuré de la détermination du gouvernement à faire du FEM un instrument de mobilisation de ressources financières dans le domaine de l'environnement, en vue de consolider progressivement la résilience aux changements climatiques et de résoudre les problèmes fondamentaux en la matière. Le ministre a souhaité qu'à la fin de cette rencontre, les

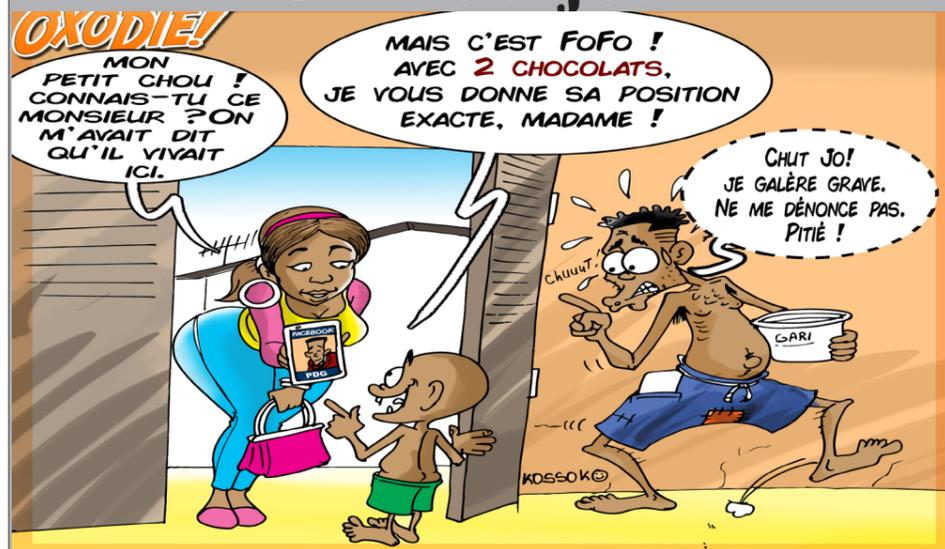


acteurs au niveau national puissent disposer d'une formation susceptible de les aider à construire un consensus et une synergie sur les priorités nationales identifiées pour le FEM 8 et accroître leurs capacités de mobilisation des ressources disponibles sur les différents guichets du fonds, avec une maîtrise d'avantage avérée des procédures du FEM. Sow IBRAHIM, le représentant du Secrétariat du FEM Afrique a salué la sensibilité du gouvernement face aux défis environnementaux et se réjouit des efforts respectables fournis par le Bénin dans la recherche des ressources nationales relativement à la gestion durable. Selon lui, l'assistance du FEM pour la performance du dialogue, relève d'un privilège. En effet, pour le FEM 8, l'allocation star du Bénin a

augmenté et a atteint 12,63 millions de dollars. En outre, le Bénin est éligible à recevoir un financement du fonds pour les paiements à hauteur de 20 millions de dollars. Le point focal opérationnel du FEM Bénin, Mémanton BONI YALLA, a estimé, pour sa part, que la présente rencontre est une séance de coaching et de préparation pour l'obtention d'un maximum de ressources financières du FEM au profit du Bénin. Pour rappel, le dialogue national a pour objectif le renforcement de capacités de tous les acteurs nationaux impliqués dans la mise en œuvre des actions du Fonds pour l'Environnement Mondial pour une meilleure internalisation des nouvelles stratégies et politiques en vigueur au cours du 8e cycle du FEM.



## Cari du jour



## AUX DÉCIDEURS...

### Africain, malheur de lui-même !

En 1986, l'essayiste et historien français d'origine malienne Tidiane Diakité publiait : L'Afrique malade d'elle-même. 24 ans plus tôt en 1962, l'agronome français, René Dumont connu pour son combat pour le développement rural des pays pauvres et son engagement écologiste publiait : L'Afrique noire est mal partie. Les deux titres si proches par la sémantique abordent pratiquement la même thématique et aboutissent au même réquisitoire. Les deux auteurs décrivent méthodiquement les handicaps du continent africain, les problèmes de corruption, les conséquences de la décolonisation. René Dumont dresse un constat peu encourageant de l'Afrique sub-saharienne qu'il parcourt et observe. Dans un contexte de décolonisation optimiste, sa voix de théoricien mais aussi d'homme de terrain s'élève à contre-courant des discours et des pratiques des élites issues des indépendances, pour sommer les Africains de reprendre en main leur agriculture en parvenant notamment à établir une culture vivrière locale - et à éradiquer ainsi la faim. L'Afrique noire est mal partie demeure une référence dans les débats sur la suffisance alimentaire en Afrique sub-saharienne. Charlotte Paquet Dumont replace l'œuvre dans son contexte tandis qu'Abdou Diouf et Jean Ziegler, dans les deux préfaces à cette édition, examinent l'analyse de René Dumont dans l'évolution de cinq décennies.

Tidiane Diakité dans L'Afrique malade d'elle-même abonde dans le même esprit en dénonçant les flatteries des pays plus avancés qui ignorent ou feignent d'ignorer certaines réalités. La France à qui un si long commerce de l'Afrique noire aurait dû permettre d'être au fait de certaines réalités intimes du continent africain se complaît dans une attitude qu'on ne peut guère qualifier d'attitude de vérité à l'égard de l'Afrique. Cette attitude se résume par des flatteries continuelles ; on parle alors de sérieux dans des pays où il existe tout sauf le sérieux ; on parle de progrès là où le déclin est manifeste ; on qualifie de courageux un peuple qui consacre le plus clair de son temps à danser, à boire et à mendier.

Aujourd'hui encore, en plein 21ème siècle, c'est l'ex DG de la Banque Régionale de Solidarité (BRS) du Burkina Faso qui revient sur la même réalité en dénonçant la mentalité rétrograde des Africains. « Le plus grand défi dans nos entreprises de fabrication n'est pas la puissance ou l'infrastructure, le plus grand défi est d'obtenir un personnel honnête », raconte le banquier. Il comprend aujourd'hui pourquoi les entreprises africaines comme le groupe Dangote embauchent les Indiens alors qu'il y a beaucoup d'Africains au chômage. En fait, l'Africain d'aujourd'hui n'est pas prêt à s'affranchir des idées qui le retardent. En effet dans une entreprise, tous les agents semblent avoir pour mission de voler autant que possible, de gonfler des factures, enregistrant moins que le nombre réel d'unités produites.

Le pire dans tout cela, c'est que toutes les fraudes ne sont pas commises par une seule personne. Ce sont généralement de nombreux membres du personnel qui s'entendent les uns avec les autres, de la production aux ventes, en passant par les finances, même la direction. Il y a de quoi faire changer d'avis à ceux qui faisaient de procès au groupe Dangoté. La situation est devenue si mauvaise à un moment donné que pour ces derniers, les principaux critères pour embaucher du personnel n'étaient plus la compétence ou les certificats, mais l'honnêteté. Au moins, les compétences et les aptitudes peuvent être acquises, mais une fois que vous êtes malhonnête, vous êtes irrécupérable. Nous nous plaignons toujours de l'économie et du fait qu'il n'y a pas d'emplois. Je connais des gens à l'étranger qui auraient adoré créer des entreprises créatrices d'emplois en Afrique, mais ils ne le peuvent pas parce qu'ils ne peuvent pas demander à une personne de confiance de la diriger. Les regrets de Karim Koné.

Jean-Claude KOUAGOU

## Eco secret

Guinée-Equatoriale : trois multinationales en course pour l'exploitation et la gestion portuaire

C'est actuellement le temps du grand oral pour le gouvernement équato-guinéen qui passe au peigne fin les trois candidatures encore en lice dans l'optique de se déterminer sur le choix de l'entreprise qui aura la charge d'assurer pour les dix à quinze prochaines années, l'exploitation, la maintenance et la gestion des infrastructures portuaires

## Géopolitique

## Le dollar américain : les raisons cachées de la guerre en Ukraine

(Trois piliers-porteurs sous-jacents, selon Oleg Nesterenko)

Il est facile et particulièrement commode pour les représentants de la société occidentale de se rassembler derrière les narratifs de l'OTAN sur les raisons du conflit armé en Ukraine et de ne pas se mettre dans l'inconfort du doute et de la remise en question des postulats préétablis et dominant l'opinion publique.

Pourtant, la sortie de cette zone de confort intellectuel qui n'est, en réalité, psychologiquement, qu'une zone de peur, est un exercice incontournable pour tous ceux qui privilégient la recherche de la vérité, qui, parfois, peut être bien différente des narratifs préétablis. Dans cette analyse, je n'entre pas dans les éléments historiques de chacun des belligérants, certes importants, qui ont mené vers la confrontation dans laquelle le monde se retrouve aujourd'hui, mais je parlerai du rôle réel sous-jacent et majeur de l'acteur-clé dans ce conflit : les Etats-Unis d'Amérique.

L'histoire nous démontre que, malgré les apparences, aucune guerre du passé n'a jamais eu une seule raison pour être déclenchée. Chaque conflit majeur est basé sur un projet constitué de toute une multitude de raisons et de sous-objectifs à atteindre dans le cadre d'un grand but ultime qui dépasse grandement, en général, le cadre de la guerre elle-même.

Les raisons-déclencheurs annoncées par les parties en confrontation ne sont que le reflet du point culminant, du haut de l'iceberg des divergences profondes qui, non seulement, ne peuvent plus être résolues par la voie diplomatique, mais, même au contraire, une solution diplomatique serait un obstacle à la réalisation des objectifs préétablis et soigneusement dissimulés.

### L'instauration des démocraties

En terme général, les Etats-Unis d'Amérique et, auxiliairement, le monde dit occidental affirment que les conflits armés menés directement ou « orchestrés » par le monde de leur initiative ont pour raison l'instauration des Etats de droit, des libertés individuelles et collectives et de la lumière de la démocratie sur les territoires visés par la lutte face à la tyrannie, la dictature et la barbarie sanguinaires qui y résident. En analysant l'intégralité de plus de cinquante guerres et interventions armées menées depuis la fin de la seconde guerre mondiale, directement ou indirectement, par le bras



• Oleg Nesterenko, Président du Centre de Commerce & d'Industrie Européen

armé des USA et/ou par procurement, via les pays satellites, et en analysant les résultats ultimes des hostilités on ne peut que faire un constat majeur :

soit les Etats-Unis d'Amérique sont incroyablement mauvais dans la réalisation de leurs objectifs préétablis, car ils ne sont jamais atteints - pas une seule fois; soit, et pour être plus sérieux, les véritables raisons de la mise à feu et en cendres de parties du monde d'une manière discontinue ne sont pas tout à fait, ou, pour être plus précis, n'ont rien à avoir avec celles affichées. Nul doute sur l'objectivité de ce constat, car il y a beaucoup trop de précédents de « réalisations », dont on connaît les résultats finaux. En mentionnant que les majeurs parmi elles, on peut citer les guerres en Corée et en Chine, au Guatemala, au Vietnam et au Cambodge, en Irak, en Bosnie et en Serbie, en Afghanistan, en Libye et en Syrie. Sans parler de tant d'autres interventions américaines dans l'histoire contemporaine, y compris avec des bombardements directs de civils, comme à Cuba, au Congo, au Laos, à Grenade, au Liban, au Salvador, au Nicaragua, en Iran, au Panama, au Koweït, en Somalie, au Soudan, au Yémen et au Pakistan. Et même cette liste n'est nullement exhaustive, car elle ne prend

pas en compte tant d'opérations confidentielles menées de par le monde dans le but de « l'instauration des valeurs démocratiques et des droits de l'homme ». L'observation de l'état général acquis par les sociétés visées, de leur qualité de vie avant et après les processus subis de la « démocratisation » ne peut laisser le spectateur que très perplexe.

### La survie des Etats-Unis d'Amérique

En ne négligeant pas le fait que le peuple américain est un peuple fort sympathique et parfaitement amical en soi - ce qui ne peut nullement être nié par tous ceux qui ont eu l'expérience de relations et d'échange interpersonnel avec ses représentants et dont, pour ma part, j'ai la chance et l'honneur de côtoyer plus d'un de grande valeur humaine et vers qui j'éprouve de l'amitié et du respect profond - on ne peut, néanmoins, nier le fait que la liberté de pensée du peuple américain, dans sa majorité, est profondément soumise à la puissance de la propagande étatique, exercée depuis tant de décennies, via quasi l'intégralité des canaux de communication qui sont directement contrôlés par « l'état profond » américain et ses lobbies qui poursuivent les objectifs qui leur

sont propres et ceci au nom de la nation américaine.

Les raisons telles que les interventions armées des USA dans le monde, affichées auprès de la population américaine ne diffèrent, d'ailleurs, guère de celles affichées sur la scène internationale.

Comme le disait en 1981 l'ancien directeur de la CIA William Casey : « Notre programme de désinformation aura atteint son but lorsque tout ce que le public américain croira sera faux ». Contrairement à des narratifs développés par les antagonistes des Etats-Unis, pour cet « état profond » américain les véritables raisons des massacres répétés à grande échelle - il est difficile de nommer autrement le mode opératoire qui leur est propre - n'ont pas pour objectif ultime et fondamental la domination du monde, proprement dit.

Cette qualification n'est pas tout à fait précise. L'objectif final visé est bien plus pragmatique : la survie des Etats-Unis d'Amérique.

Non pas la survie tout court, en tant qu'une entité étatique, mais la survie des constructions permettant de réaliser des superprofits à des élites, d'une part, et, d'autre part, la survie de la mode et du niveau de vie acquis par le pays depuis la fin de la Grande dépression qui est arrivée à terme avec le déclenchement de la seconde guerre mondiale et la relance de l'économie américaine par l'industrie de guerre. Cette survie n'est, tout simplement, pas envisageable sans la domination militaro-économique, ou, pour être plus précis, militaro-monnaire du monde.

Et ce n'est nullement un hasard de l'histoire que le budget de guerre, dit de défense des Etats-Unis à lui seul est supérieur à 1/3 des dépenses mondiales dédiées à la défense - l'élément crucial dans le maintien de la domination monétaire à l'échelle mondiale. Le concept de la survie par la domination mondiale a été clairement formulé à la fin de la guerre froide par Paul Wolfowitz, le sous-secrétaire américain à la Défense dans sa doctrine dit « de Wolfowitz

» - qui considérait les USA comme la seule superpuissance restante au monde et dont l'objectif principal est de conserver ce statut: « empêcher la réémergence d'un nouveau rival, soit sur le territoire de l'ex-Union Soviétique, soit ailleurs, qui représente une menace de l'ordre de celle posée autrefois par l'Union Soviétique ».

### Les principaux piliers-porteurs sous-jacents de la guerre en Ukraine

En mettant de côté les nobles narratifs adressés à la sensibilité psychologique des masses qui doivent exécuter le rôle qui leur est prescrit - l'approbation - voyons les réelles raisons, les principaux piliers-porteurs sous-jacents de la nouvelle guerre dans le cadre global de la survie des Etats-Unis d'Amérique - de la guerre en Ukraine. Ses piliers-porteurs sont interdépendants et sont au nombre de trois :

le maintien de la domination mondiale par le système monétaire américain, l'affaiblissement de l'économie de l'Union Européenne par le biais de la détérioration maximale des relations entre la Russie et l'Union Européenne et l'affaiblissement significatif de la position de la Russie dans le cadre du futur conflit face à la Chine. Tout autre élément de la guerre actuelle en Ukraine du côté américain, comme le lobbying de l'industrie de l'armement américain, la récupération des marchés énergétiques, la protection des importants acquis économiques américains sur le sol ukrainien, les

schémas de corruption, le revanchisme personnel des « élites » américaines russophobes issues de l'immigration de l'Europe de l'Est et tant d'autres - ne sont que les compléments, les dérivés secondaires et les conséquences des trois raisons clés énumérées.

### Le dollar américain : les raisons cachées de la guerre en Ukraine

Le premier des trois piliers-porteurs sous-jacents de la guerre en Ukraine est le maintien de la domination mondiale par le système monétaire américain. Cette domination repose sur plusieurs éléments, dont les principaux sont l'extraterritorialité du droit américain, les bons du Trésor américain et le Pétrodollar.

Il est totalement impossible ni de connaître, ni de comprendre les véritables raisons non seulement de la guerre en Ukraine, mais de la quasi-intégralité des guerres orchestrées ou menées directement pas les Etats-Unis d'Amérique, sans une vision précise des éléments mentionnés. Voyons-les donc en détail. Le dollar et l'extraterritorialité du droit américain comme une arme de guerre économique

Le concept de l'extraterritorialité du droit américain est l'application du droit américain en-dehors des frontières des USA, ce qui permet à des juges américains d'engager des poursuites judiciaires pour des faits qui ont eu lieu dans n'importe



Suite à la page 4

## Géopolitique

## Le dollar américain : les raisons cachées de la guerre en Ukraine

quel point dans le monde.

## Pétrodollars

L'élément principal qui est utilisé comme prétexte aux engagements des poursuites est le fait de l'utilisation du dollar américain dans des transactions. Ainsi, les mécanismes juridiques de l'extraterritorialité du droit américain procurent aux entreprises américaines un avantage concurrentiel majeur et totalement illégal, selon le droit international des affaires, mais bien légal selon le droit américain.

Car, l'extraterritorialité du droit oblige les entreprises étrangères utilisant dans leurs transactions le dollar américain à se conformer aux standards américains, à se soumettre à la surveillance et au contrôle de l'Etat américain – ce qui rend possible l'espionnage « légalisé » de leur savoir-faire et de mener des actions d'entrave au développement des concurrents des entreprises américaines. Dans les procédures de poursuite par le Département de Justice américain, les entreprises étrangères sont soumises à l'obligation de la régularisation de leur situation par l'acceptation d'une surveillance durant plusieurs années d'affilée, dans le cadre d'un « programme de conformité ». En outre, en mettant artificiellement les entreprises étrangères, qui intéressent les groupes américains, en danger de paiement de très grosses amendes – on les met en position de ne pas être hostiles au rachat par les américains, afin de les éviter. Afin d'asseoir sa domination mondiale, un nombre incalculable de poursuites est lancé sans aucun véritable fondement, dont le réel but est l'accès à l'information des concurrents et l'ingérence économique.

## Les bons du Trésor américain et les



Dans la comptabilité, il existe un terme comme les créances douteuses.

Les bons du Trésor américain sont des titres obligataires qui s'achètent et se remboursent en dollars américains et qui sont, factuellement, les créances douteuses.

Pourquoi ?

Aujourd'hui, la dette de l'Etat américain a dépassé les 31.000 milliards USD et continue à s'accroître au quotidien à la hauteur de plusieurs milliards par jour. Ce chiffre dépasse largement celui du PIB annuel des USA et fait de la quasi-globalité des bons émis par le Trésor américain les titres à la solvabilité et valeur plus que douteuses, car remboursables par la monnaie nationale, dont pour la majorité émise il n'y a rien derrière. Rien de tangible. Sa solvabilité n'est garantie que par l'émission monétaire et la confiance accordée au dollar américain qui se base non pas sur sa valeur réelle, mais sur la domination militaire du monde par les USA.

## Et la Russie avec l'Ukraine dans tout cela ?

Depuis l'arrivée de Poutine au pouvoir, la Fédération de Russie a commencé le processus progressif de séparation des bons du Trésor américain. Depuis 2014, le début du conflit instauré par les USA en Ukraine par le coup d'état, la Russie s'est débarrassée de la quasi-intégralité de la dette américaine. Si en 2010 la Russie faisait partie des dix plus gros détenteurs de bons du Trésor américain, avec plus de 176 milliards USD, en 2015 elle en a détenu qu'à la hauteur d'environ 90 milliards, soit sa masse totale pratiquement divisée par deux en 5 ans. Aujourd'hui,



la Russie ne détient que 2 milliards de cette dette, ce qui est une quantité dérisoire. En tandem avec la Russie, la Chine de même, se débarrasse progressivement de ce dangereux débiteur. Si en 2015 elle a détenu des bons outre-Atlantique pour plus de 1270 milliards USD, aujourd'hui, c'est à la hauteur inférieure de 970 milliards, soit une baisse de ¼ en 7 ans. Aujourd'hui, la quantité de dette américaine détenue par la Chine est au plus bas depuis 12 ans.

Parallèlement au débarras des bons du Trésor américain, la Fédération de Russie a déclenché le processus progressif de la libération du monde du système des pétrodollars. Une spirale vicieuse est déclenchée : l'ébranlement du système des pétrodollars porterait un coup significatif au marché des bons du Trésor américain. En effet, la baisse de la demande du dollar sur la scène internationale enclencherait automatiquement une dévaluation de la monnaie et, de fait, la baisse de la demande de bons du Trésor qui mènera, mécaniquement, à une augmentation de leur taux d'intérêt, en rendant tout simplement impossible le financement de la dette publique américaine au niveau que l'on connaît aujourd'hui. Les détracteurs du postulat que la chute du dollar contre bon nombre de devises causera de très importants dommages à l'économie américaine stipulent qu'un dollar plus faible mènera vers une augmentation significative des exportations américaines, fera profiter les fabricants américains et, de fait, diminuera le déficit commercial des États-Unis. S'ils ont tout-à-fait raison sur l'effet bénéfique de la dévaluation du dollar vis-à-vis des exportations américaines – ils ont parfaitement tort sur l'effet final inévi-

tablement dévastateur sur l'économie américaine, car ils ne prennent pas en compte l'élément majeur : les USA sont un pays qui se trouve depuis des décennies sur la voie de la désindustrialisation et l'effet positif sur les exportations ne sera que relativement négligeable face au déficit commercial gigantesque. Le déficit qui a déjà atteint en 2021 le niveau record de l'histoire des États-Unis et qu'avec une dévaluation du dollar, et donc l'augmentation du coût des importations à tous les niveaux, aura un effet destructeur.

Ainsi, régler le compte des deux fautifs de la situation – de la Russie et de la Chine – est donc l'élément clé dans la stratégie de survie des États-Unis d'Amérique.

## Les pétrodollars

Avec l'effondrement, en 1971, des accords de Bretton Woods qui ont perduré depuis 1944, la dépendance mondiale vis-à-vis du dollar américain a commencé à diminuer très dangereusement pour l'économie des États-Unis et il leur fallait trouver un autre moyen pour augmenter la demande de la monnaie nationale. Et c'est en 1979 que le « pétrodollar » est né dans le cadre de l'accord américano-saoudien de la coopération économique : « pétrole contre dollars ». Dans le cadre de cet accord, l'Arabie Saoudite a pris des obligations de vendre son pétrole au reste du monde uniquement en dollar américain, ainsi que réinvestir ses réserves excédentaires en dollars dans des bons du Trésor américain et des entreprises américaines. En contrepartie, les États-Unis ont pris des obligations militaires de garantir la sécurité de l'Arabie Saoudite. Par la

suite, cet accord « pétrole contre dollars » a été étendu à d'autres pays de l'OPEP et ceci est, d'ailleurs, sans aucune contrepartie de la part des américains, et a mené vers une émission exponentielle du billet vert. Progressivement, le dollar américain est devenu la monnaie d'échange de référence pour d'autres matières premières et, de ce fait, la monnaie de réserve mondiale – ce qui a procuré aux États-Unis une suprématie sans égale et des privilèges exorbitants.

Aujourd'hui, on observe une rupture stratégique entre les USA et l'Arabie Saoudite qui est due à plusieurs facteurs majeurs. On peut citer une très importante réduction des importations de pétrole brut par les USA, dont l'Arabie était le plus grand fournisseur ; le retrait du soutien américain à l'Arabie Saoudite dans la guerre du Yémen et l'intention du président américain Joe Biden de sauver l'accord nucléaire avec les mollahs chiites d'Iran – ennemi juré des saoudites sunnites. Le Royaume a très mal vécu cette triple « trahison » des américains. Le grand désaccord entre les deux pays est arrivé au point culminant avec le déclenchement de la guerre en Ukraine, quand le pouvoir saoudite été mis devant un choix existentiel : continuer à évoluer dans le sciage des USA ou rejoindre le camp de leurs adversaires majeurs qui sont la Chine et la Russie. C'est la seconde solution qui a été retenue.

Face à l'Amérique qui a négligé les intérêts stratégiques des saoudites, la Chine, tout au contraire, n'a fait que croître sa coopération avec l'Arabie Saoudite. Et cette relation bilatérale ne se limite pas qu'au secteur des énergies fossiles, mais s'élargit grandement dans le domaine des infrastructures, de commerce et d'investissement. Non seulement les importants investissements chinois en Arabie sont en croissance constante et la Chine rachète aujourd'hui près d'un quart des exportations mondiales de pétrole du Royaume, mais, en contrepartie, le Fonds Souverain du Royaume envisage de commencer à réaliser d'importants investissements dans des entreprises chinoises de secteurs stratégiques. Parallèlement, un accord de coopération militaire entre le Royaume

saoudien et la Fédération de Russie a été signé au mois d'août 2021.

De même qu'entre la Russie et la Chine, l'Arabie Saoudite a pris le chemin de la dédollarisation des échanges et des investissements dans ses relations avec les Chinois.

Les actions conjointes et synchronisées de la Russie, de la Chine et des pays de l'OPEP sur le chemin de la dédollarisation progressive ont pris de l'ampleur avec le déclenchement de la guerre en Ukraine qui a fait sauter les masques et auront, à terme, un effet d'avalanche quasi inévitable vis-à-vis de la domination monétaire américaine, car les banques centrales de nombreux pays sont incitées à repenser la logique de l'accumulation de réserves, ainsi que du bien-fondé d'investissement dans des obligations du Trésor américain.

## Déclaration de guerre

La guerre sur le territoire de l'Ukraine contre la Russie et la future guerre imminente qui se prépare dans l'Asie Pacifique contre la Chine ne sont rien d'autre qu'une partie de la réaction des USA qui considèrent l'action de la Russie et de la Chine contre la domination mondiale de la monnaie américaine comme une véritable déclaration de guerre. Et les États-Unis ont parfaitement raison de prendre cette déclaration plus qu'au sérieux, car la revente massive des bons de trésor américain jumelée avec la destitution progressive du système des pétrodollars par les puissances telles que la Russie et la Chine n'est rien d'autre que le début de la fin de l'économie américaine, telle qu'on la connaît depuis la fin de la seconde guerre mondiale – début de la fin des États-Unis, tels qu'on les connaît aujourd'hui. Les pays qui ont osé par le passé mettre en danger la domination mondiale par le système monétaire américain ont payé leur audace avec un prix on ne peut plus radical. C'est que la Fédération de Russie, de même que la République Populaire de Chine, sont des puissances militaires qui ne peuvent, en aucun cas, être attaquées directement – ce qui vaut le suicide. Seules les guerres par procuration et les

Suite à la page 05

guerres hybrides peuvent être menées contre la puissance russe et la puissance chinoise.

Aujourd'hui nous sommes dans la « phase russe », demain nous serons dans la « phase chinoise ».

Il est important de souligner que la guerre en Ukraine n'est nullement la première, mais la troisième grande guerre du dollar américain, sans compter deux guerres « froides » de la monnaie américaine.

Quelles sont ces guerres, hormis celle qu'on connaît aujourd'hui ?

Ce sont la guerre d'Irak et la guerre de Libye. Et les deux guerres « froides » du dollar sont les guerres contre l'Iran et contre le Venezuela.

### La première grande guerre du dollar

En parlant de la première guerre du dollar qui est la guerre d'Irak, il faut mettre de côté la fameuse fiole d'anthrax imaginaire que le secrétaire d'État américain Colin Powell a brandi à l'ONU, le 5 février 2003, afin de détruire le pays et de massacrer le peuple irakien, et de rappeler les faits. Les faits qui sont très éloignés de la fantaisie américaine.

Au mois d'octobre de l'an 2000, le président irakien



Saddam Hussein a fait une déclaration qu'il ne souhaite plus vendre son pétrole contre les dollars américains, mais uniquement contre les euros.

### Une telle déclaration valait la signature de son arrêt de mort.

Selon une étude poussée de American Civil Liberties Union et du Fond américain de l'Indépendance du journalisme, qu'entre 2001 et 2003 le gouvernement américain a fait 935 déclarations mensongères concernant l'Irak, dont 260 directement par George W. Bush. Et parmi les 260 déclarations du mensonge prémédité du président américain, 232 ont été sur la présence en Irak d'armes de destruc-

tion massive inexistantes.

La fiole de Colin Powell, après 254 déclarations mensongères de ce dernier du même propos, n'a été que le point culminant d'une longue et laborieuse préparation de l'opinion publique nationale et internationale en vue d'un imminent déclenchement de l'extermination de la menace irakienne portée à la monnaie américaine. Et, lorsqu'en février 2003, Saddam Hussein met sa « menace » à exécution en vendant plus de 3 milliards de barils de pétrole brut pour le montant de 26 milliards d'euros - un mois plus tard, les États-Unis procèdent à l'invasion et la destruction totale de l'Irak, dont on connaît les conséquences tragiques avec l'anéantissement de l'intégralité de l'infrastructure du pays et

tant de morts parmi la population civile.

Même à ce jour, les USA affirment fermement que cette guerre n'a strictement rien à avoir avec la volonté de l'Irak de s'affranchir du système des pétrodollars. Vu l'impunité judiciaire la plus totale des crimes contre l'humanité commis par les gouvernements successifs des États-Unis, ils ne se donnent même pas la peine de les couvrir par des récits ne serait-ce que peu crédibles aux yeux de la communauté internationale.

Les faits sont parfaitement connus et on pourrait s'en arrêter là. Mais, pour que le procédé de « défense » des intérêts américains, dont l'actuelle guerre en Ukraine soit encore plus claire, parlons également de l'avant-dernière - seconde grande guerre du dollar qui est la guerre de Libye.

### La seconde grande guerre du dollar

Six années se sont écoulées depuis l'anéantissement de la menace irakienne - une nouvelle menace existentielle pour le dollar américain est apparu en la personne de celui qui a refusé de tirer la leçon du destin tragique de Saddam Hossein : Mouammar Kadhafi.

En 2009, alors à la prési-

dence de l'Union Africaine, Mouammar Kadhafi propose aux États du continent africain une véritable révolution monétaire qui avait toutes les chances de réussir pour changer le destin du continent et qui été accueilli avec un grand enthousiasme : se soustraire de la domination du dollar américain en créant une union monétaire africaine dans laquelle les exportations du pétrole et autres ressources naturelles africaines soient payées principalement par le dinar-or - une nouvelle monnaie à créer et qui serait fondée sur les actifs financiers et les réserves d'or des fonds souverains du continent.

Suivant l'exemple des pays arabes de l'OPEP ayant leurs propres fonds souverains pétroliers, d'autres pays africains producteurs de pétrole, commençant par les géants pétroliers et gaziers l'Angola et le Nigeria, ont lancé des processus de la création de leurs propres fonds nationaux constitués des revenus tirés des exportations pétrolières. En tout, 28 nations productrices de pétrole et de gaz africains étaient parties prenantes du projet.

Kadhafi, pourtant, a commis une erreur stratégique de calcul qui a non seulement « enterré » le dinar-or, mais également lui a coûté la vie. Il a sous-estimé le fait qu'il était totalement exclu que ce projet se réalise, d'une part, pour l'État américain et, d'autre part, pour « l'état profond » de Wall Street et de la City de Londres.

Car, non seulement il mettait en danger existentiel la monnaie américaine, mais, en plus, privait les banques new-yorkaises et de la City du broissage habituel de trillions de dollars provenant des exportations de matières premières du continent africain. Le Royaume-Uni était donc en parfaite symbiose avec les USA dans sa volonté de destruction du pouvoir-auteur de la menace.

Dès la prise de décision par des « alliés » sur la neutralisation de la nouvelle menace - ils ne se souciaient guère du drôle de timing pour être une coïncidence aux yeux des observateurs : plus de 40 ans d'inaction face à Kadhafi, arrivé au pouvoir en 1969, et, dès qu'il expose à l'Union Africaine le projet de cette révolution monétaire - une nouvelle guerre civile orchestrée par les USA se déclenche de

Suite dans la prochaine parution



BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.  
Afrique de l'Ouest

Siège Social : Côte d'Ivoire 18, rue Joseph AMONA - 01 BP 3802 Abidjan  
☎ : (225) 20 32 66 85 / 20 32 66 86 Télécopie : (225) 20 32 66 84 E-mail : brvm@brvm.org

ANTENNE NATIONALE DE BOURSE DU BENIN  
Adresse : Immeuble CCIB Avenue Charles de GAULLE 01 BP 2985 Cotonou  
Téléphone : (229) 21 31 21 26 / 21 31 21 39 Télécopie : (229) 21 31 20 77

## COMMUNIQUE DE L'ANTENNE NATIONALE DU BENIN DE LA BRVM

### Initiation gratuite à la bourse

La Direction de l'Antenne nationale du Bénin de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (ANB BRVM) informe le public qu'elle organise une formation pour vulgariser la Bourse et développer la culture boursière au Bénin.

Thème de la formation : « Initiation à la bourse et aux valeurs mobilières »

#### Modules de formation

- MODULE 1 : Introduction à la bourse et au marché financier ;
- MODULE 2 : Initiation au marché des actions ;
- MODULE 3 : Initiation au marché des obligations.

Pour une meilleure assimilation des enseignements dispensés, les participants sont invités à suivre la totalité des modules proposés, et dans l'ordre indiqué.

**Lieu de la formation :** Antenne Nationale du Bénin sise dans l'enceinte de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) à Cotonou.

Effectif par formation : **15 à 20 personnes** par session et par module.

**La participation aux formations est gratuite.**

Les participants à chaque session de formation seront soumis, après chaque module, à un contrôle de connaissance (test d'évaluation) neutre et transparent. Une attestation sera délivrée aux participants à la fin de la formation

**Inscription gratuite tous les jours ouvrables à l'antenne nationale du Bénin sise à la CCIB**

**Pour tout renseignement, contacter le 21 31 21 26 / 21 31 21 39**

**NB : la formation se déroulera simultanément dans tous les pays de l'espace UEMOA**

## Avis très important

Toute l'économie nationale, sous-régionale, africaine et internationale dans un seul quotidien.

Le tout premier quotidien économique béninois : **L'économiste**.

**L'économiste**, c'est des informations économiques, bancaires, financières et boursières du Bénin et d'ailleurs traitées et des dossiers réalisés pour le développement économique et social du continent africain.

L'économiste, c'est des chiffres clés de l'économie béninoise, les tendances boursières avec la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), l'actualité économique, financière en temps réel.

**L'économiste, le journal des décideurs**

## Télécommunications en Afrique

# La taxation du mobile money risque de freiner les progrès en matière d'inclusion financière

Alors que le mobile money a transformé la vie de centaines de millions d'Africains et boosté la croissance économique sur le continent, la taxation des transactions représente un défi majeur pour la pérennité de ce service et pour les progrès qu'il génère en termes d'inclusion financière.

Les taxes sur les transactions de mobile money auxquelles recourent certains États africains pour tenter de renflouer leurs caisses risquent de freiner les progrès réalisés en matière d'inclusion financière sur le continent, selon un plaidoyer publié le 31 mars dernier par l'opérateur sud-africain de téléphonie mobile Vodacom Group. Le rapport souligne que le succès fulgurant des services d'argent mobile déployés depuis plusieurs années dans de nombreux pays africains a conduit les gouvernements à instaurer des taxes sur les transactions de mobile money dans l'espoir d'augmenter leurs recettes fiscales. Ces taxes ont cependant impacté négativement les consommateurs. D'autant plus qu'elles ont été appliquées sans discernement aux transactions de détail de faible valeur, réalisées par des personnes à revenu modeste. Etant donné que l'accessibilité et l'abordabilité constituent les principaux atouts de l'argent mobile sur le continent par rapport aux services financiers traditionnels, les taxes ont réduit considérablement le volume et la valeur des transactions dans plusieurs pays. Les populations non bancarisées qui utilisent le mobile money sont en effet très sensibles aux coûts des transactions, de sorte qu'une augmentation même marginale des frais associés à l'utilisation de ces services pourrait les rendre inabordables.

### Une augmentation marginale des recettes fiscales

En Tanzanie, où les services de mobile money ont permis l'inclusion financière d'environ 16 millions de personnes entre 2015 et 2021, le gouvernement a introduit le 15 juillet 2021 une taxe sur les transactions de transfert et de retrait d'argent mobile, à l'exception des transactions de paiement impliquant les commerçants, les entreprises et le gouvernement. Cette taxe a engendré des baisses respectives du volume et la valeur des transactions de 17 % et de 28



% entre le 15 juillet et le 30 août 2021, ce qui a obligé les autorités à réduire à trois reprises le taux d'imposition en septembre 2021, puis en juillet et en septembre 2022. Au Ghana, où le nombre des utilisateurs actifs de mobile money a augmenté de 16% entre 2016 et 2019, l'introduction d'une taxe de 1,5% sur les transferts, les paiements, les retraits d'argent réalisés via les comptes d'argent mobile en mai 2022, a également provoqué une réduction sensible du volume et de la valeur des transactions, étant donné qu'un nombre important d'utilisateurs sont revenus aux transactions en espèces. Cette taxe n'a également augmenté que d'une façon très marginale les recettes fiscales du pays. La projection initiale du gouvernement ghanéen était de collecter 7 milliards de cédis (582 millions de dollars) entre mai et juillet grâce à cette taxe baptisée « e-levy », mais le montant collecté n'a pas finalement dépassé 611 millions de cédis durant cette période, soit moins de 10% du montant ciblé. Outre ses effets néfastes sur les consommateurs, Vodacom Group note que la taxation des transactions de mobile money pourrait entraver la capacité des opérateurs télécoms à réaliser des investissements. En Afrique subsaharienne, ces opérateurs sont déjà confrontés à des niveaux d'imposition élevés englobant la fiscalité générale (impôts sur le bénéfice, impôts sur les sociétés, taxe sur la valeur ajoutée) et la taxation spécifique au secteur de la téléphonie mobile comme les droits d'accise de 17 % sur le temps de communication.

Prendre en considération le

### principe de l'équité fiscale

Vodacom Group recommande dans ce cadre aux gouvernements de prendre en considération le principe de l'équité fiscale dans leurs stratégies de taxation du mobile money, afin de ne pas exacerber les fractures sociales en pénalisant les personnes à faible revenu, et de ne pas freiner les précieux gains réalisés en matière d'inclusion financière. Le rapport rappelle par ailleurs que le mobile money a eu des effets très bénéfiques sur l'inclusion financière en Afrique, où l'Association mondiale des opérateurs de téléphonie (GSMA) a recensé 621 millions de comptes d'argent mobile à la fin de l'année 2021. Ce chiffre représente 1,3 fois le nombre de comptes bancaires sur le continent.

Outre le transfert de fonds, ce service a permis d'autres opérations financières via un simple téléphone mobile. Au fil des ans, les usages du mobile money se sont étendus pour englober les transferts de fonds internationaux, la consultation des comptes bancaires, le paiement de factures et de salaires, les recharges de cartes téléphoniques, les achats dans les boutiques, les services d'assurance, l'épargne et le même crédit. Le mobile money a également eu un effet très positif sur le développement économique du continent puisqu'il a, entre autres, contribué à la réduction de la corruption, à l'amélioration l'efficacité de l'administration, à la formalisation des entreprises, à la diminution des coûts des transferts de fonds transfrontaliers et à la réduction de la pauvreté.

Agence Ecofin

## Industrie brassicole

# Heineken prévoit d'investir 852 millions de dollars en Afrique du Sud



Le mastodonte de l'industrie brassicole, qui a racheté récemment le fabricant de spiritueux sud-africain Distell, prévoit notamment de construire une nouvelle brasserie et une malterie.

Le groupe brassicole Heineken a annoncé qu'il allait investir 15,5 milliards de rands (environ 852 millions de dollars) en Afrique du Sud, au cours des cinq prochaines années. Ces investissements, qui ont été annoncés lors de la 5e Conférence sur l'investissement en Afrique du Sud (SAIC) tenue le 13 avril, comprennent la construction d'une nouvelle brasserie d'un coût de 165 millions de dollars et d'une malterie pour environ 93,5 millions de dollars. Des investissements de près de 600 millions de dollars seront également affectés au maintien et à l'extension des opérations existantes du groupe dans le pays le plus industrialisé du continent. Heineken avait annoncé, en novembre 2022, le rachat du fabricant sud-africain de spiritueux Distell pour 2,4 milliards de dollars. Cette transaction a reçu l'approbation des autorités chargées de la concurrence en mars dernier. L'opération devrait permettre au brasseur néerlandais de regrouper sa filiale sud-africaine (Heineken South Africa), Distell et Namibia Breweries au sein d'une nouvelle entité baptisée Heineken Beverages.

## Restauration des forêts en Afrique

# L'Institut des ressources mondiales mobilise 100 millions de dollars pour le reboisement

Les fonds serviront à encourager la plantation d'arbres dans le bassin du lac Kivu et de la rivière Rusizi, situé à cheval sur la RD Congo, le Burundi et le Rwanda, ainsi que dans la ceinture de cacao au Ghana et la grande vallée du Rift au Kenya.



Le World Resources Institute (WRI, Institut des ressources mondiales) a annoncé, dans un communiqué publié lundi 17 avril, avoir obtenu un financement de 100 millions de dollars, qui servira à restaurer des paysages dégradés en Afrique au cours des quatre prochaines années. Le financement a été mobilisé auprès d'Audacious Project, une initiative de financement collaboratif soutenue par des organisations philanthropiques de premier plan comme les fondations Bill & Melinda Gates, l'organisation caritative Emerson Collective et la Fondation Skoll, a-t-on précisé de même source. Les fonds seront utilisés pour encourager la plantation d'arbres dans le bassin du lac Kivu et de la rivière Rusizi, situé à cheval sur la RD Congo, le Burundi et le Rwanda, ainsi que dans la ceinture de cacao au Ghana et la grande vallée du Rift au Kenya. Ce financement est aligné sur les objectifs de l'AFR100 (African Forest Landscape Restoration), une initiative lancée par l'Union africaine (UA) pour la restauration de 100 millions d'hectares (soit 1 million km<sup>2</sup>) de paysages dégradés et déboisés, d'ici 2030. Cette initiative lancée en 2015 n'a pas enregistré des progrès notables, en raison notamment du manque de financements. Organisation indépendante qui œuvre pour la protection de l'environnement, le World Resources Institute avait déjà obtenu, en novembre 2022, 50 millions de dollars auprès du Bezos Earth Fund, le fonds du milliardaire américain Jeff Bezos dédié à la lutte contre le changement climatique, pour restaurer des terres déboisées en Afrique.

## 12<sup>ème</sup> édition des ATDA

# Le capital humain comme catalyseur de l'écosystème numérique africain

Placée sous la thématique du «Capital humain, catalyseur d'un écosystème numérique africain performant», la 12e édition des Assises de la Transformation Digitale en Afrique (ATDA) se tiendra les 19 et 20 mai 2023 au Novotel Convention & Spa Antananarivo, à Madagascar. Riche, dense et diversifié, le programme des Assises soulignera l'importance clé du capital humain dans la transformation numérique de l'Afrique et de sa croissance socio-économique. Cette nouvelle édition des Assises est dédiée à la jeunesse africaine, pierre angulaire du développement socio-économique du continent. Au cœur de la révolution digitale qui embrasse l'Afrique depuis deux décennies, les talents et les compétences numériques jouent un rôle central dans la performance de l'écosystème numérique africain. Pendant deux jours, des Ministres, des leaders de l'AfricaTech, des grandes entreprises, des acteurs publics et privés participeront à de nombreux panels et ateliers pour échanger, proposer et débattre de l'importance du capital humain pour les États africains. Tous seront également invités à découvrir le Village du numérique, un espace convivial dédié à la rencontre et au networking, spécialement aménagé pour accueillir les acteurs clés tels que les partenaires, les start-ups et les entreprises les plus innovantes. De nombreuses animations culturelles sont également prévues tout au long des deux jours pour enrichir l'expérience. Quelle implication des pouvoirs publics afin d'engager et d'impulser un changement réel sur le continent ? Quelle importance donner à la formation ? Comment retenir et faire venir les talents africains ? Comment s'adapter à la métamorphose du marché de l'emploi ? L'accent sera également mis sur d'autres sujets clés au cœur de l'économie numérique en Afrique, tels que l'inclusion, la cybersécurité et l'intégration régionale. Pour Mohamadou Diallo, Président de Cio Mag et fondateur des ATDA, «Nous sommes ravis d'organiser la 12e édition des Assises de la Transformation Digitale en Afrique à Madagascar, et de mettre en avant le capital humain comme thème central de cette année.

Ecofin du 19 Avril 2023



# BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mercredi 19 avril 2023

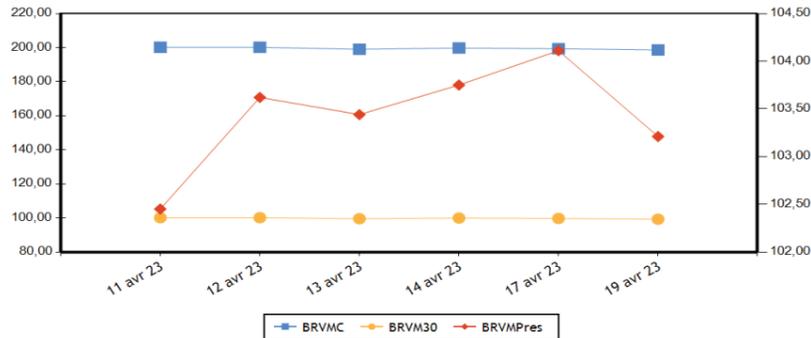
N° 76

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>198,55</b>
Variation Jour	-0,38 %
Variation annuelle	-2,30 %

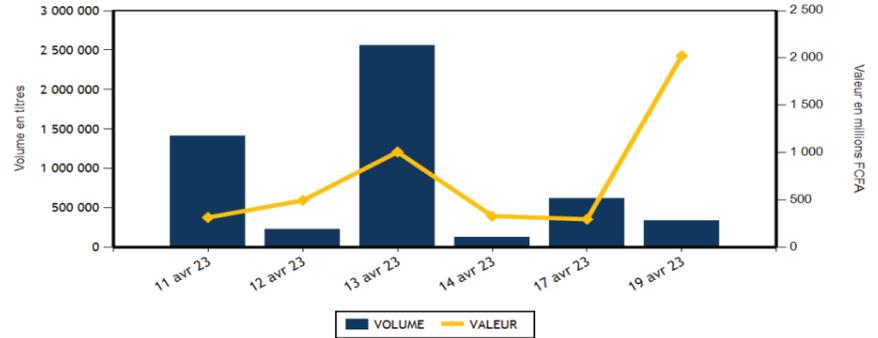
<b>BRVM 30</b>	<b>99,24</b>
Variation Jour	-0,44 %
Variation annuelle	-0,76 %

<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>103,21</b>
Variation Jour	-0,86 %
Variation annuelle	3,21 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 386 591 395 426	-0,38 %
Volume échangé (Actions & Droits)	228 441	-62,93 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	973 421 236	233,18 %
Nombre de titres transigés	40	-6,98 %
Nombre de titres en hausse	11	0,00 %
Nombre de titres en baisse	19	0,00 %
Nombre de titres inchangés	10	-23,08 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	9 985 929 073 307	-0,05 %
Volume échangé	106 563	12 616,35 %
Valeur transigée (FCFA)	1 049 460 500	24 740,31 %
Nombre de titres transigés	9	-25,00 %
Nombre de titres en hausse	1	-66,67 %
Nombre de titres en baisse	3	50,00 %
Nombre de titres inchangés	5	-28,57 %

**PLUS FORTES HAUSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	3 000	6,95 %	-6,10 %
BERNABE CI (BNBC)	1 980	6,74 %	-1,00 %
BICI CI (BICC)	6 400	3,23 %	-6,57 %
SITAB CI (STBC)	6 695	1,29 %	-2,26 %
SETAO CI (STAC)	1 110	0,91 %	16,84 %

**PLUS FORTES BAISES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TOTAL CI (TTLIC)	2 100	-4,55 %	10,82 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	4 800	-3,90 %	-19,67 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	705	-3,42 %	-6,00 %
SAPH CI (SPHC)	4 550	-3,09 %	-8,91 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 210	-2,81 %	-6,56 %

**INDICES PAR COMPARTIMENT**

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	103,21	-0,86 %	3,21 %	85 515	146 865 161	6,38
BRVM-PRINCIPAL	36	93,55	-0,23 %	-6,45 %	142 926	826 556 075	8,52

**INDICES SECTORIELS**

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	98,50	-0,10 %	-5,49 %	2 174	5 270 055	8,37
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	473,20	-0,29 %	-3,27 %	6 711	60 900 415	9,25
BRVM - FINANCES	15	75,39	-0,24 %	-0,16 %	203 896	814 064 206	6,20
BRVM - TRANSPORT	2	345,28	-2,03 %	1,05 %	112	157 720	5,51
BRVM - AGRICULTURE	5	276,84	-1,01 %	-2,37 %	13 026	89 738 920	5,38
BRVM - DISTRIBUTION	7	347,46	-1,35 %	-3,09 %	2 497	3 262 170	25,17
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 369,61	0,91 %	16,84 %	25	27 750	13,33

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	7,45
Taux de rendement moyen du marché	7,61
Taux de rentabilité moyen du marché	8,05
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	120
Volume moyen annuel par séance	635 444,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 021 451 640,24

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	13,65
Ratio moyen de satisfaction	14,31
Ratio moyen de tendance	104,80
Ratio moyen de couverture	95,42
Taux de rotation moyen du marché	0,02
Prime de risque du marché	7,52
Nombre de SGI participantes	28

**Définitions**

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)  
 Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottant)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

**BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES**

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma  
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01  
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85  
 Fax : +225 20 32 66 84  
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

**PAYS DE L'UEMOA**



**UCA**  
 UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.  
 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN  
 001 BP 8690 RP  
 uca@ucasgi.com  
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00  
 (229) 21 31 00 21  
 www.ucasgi.com

**SGI BENIN**  
 Carré 211 St Michel  
 immeuble SGI-Bénin 01 BP  
 4546 Cotonou.  
 Tél : (229) 21 31 15 41  
 21 31 15 71

**BOA CAPITAL SECURITIES**  
 Groupe BMCE BANK  
 BOA CAPITAL SECURITIES  
 Siège BOA Benin,  
 Boulevard de France  
 Tel : (229)  
 21315343/64182121

**SOCIETE DE BOURSE**  
 AGI  
 Immeuble de l'Africaine des Assurances  
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration  
 01 BP 8868 RP Cotonou  
 contact@sgi-agi.com  
 +229 21318733  
 +229 21316066

**AFRICABOURSE**  
 Avenue Steinmetz Face  
 Immeuble Air Gabon 01 BP  
 6002 COTONOU BENIN  
 Tél : (229) 21 31 88 35 /  
 21 31 88 36

**BIIC Financial Services**  
 Société de gestion et d'intermédiation  
 Boulevard Saint Michel  
 Immeuble Agence BIIC Dantokpa  
 01 BP. 7700 Cotonou  
 Tél. +229 21324875  
 Tél. +229 21324876  
 sgjbf@biic-financialservices.com

Quelques pharmacies à Cotonou

N°	NOM DE LA PHARMACIE	TELEPHONE	ARR
1	SILOE DEGAKON	99070606	1ER
2	SURU-LERE	64341313/99480846	
3	TANTO	64104471	
4	REINE DES GRÂCES	95360822	2EME
5	ADETONA LOMNAVA	94012397	3EME
6	AGBODJEDO	63425131/61822725	
7	LA BENINOISE	60502956/21377190/21330646	4EME
8	NOUVELLE PHARMACIE DE L'HABITAT	63045618/99947477/95508789	
9	ATINKANMEY	94012392/60019772	5EME
10	GANJI	95943682/60805039	
11	ZONGO	95846920	6EME
12	DES 4 THERAPIES	21323330/98846095	
13	JERICHO	95846914	
14	SAINTE EUPHRASIE DE VOSSA	69510000	
15	MAHUTON	52018944	
16	AMEN	63016565/67309529	7EME
17	MARINA	94018724	8EME
18	SAINTE GABRIEL	95605656	
19	KINDONOU	21380115	9EME
20	DE L'AMITIE	21380512/95869239	10EME
21	NOUVELLE PHARMACIE FIFADJI	62646802	
22	VEDOKO	94018722	
23	DE LA PAIX	21303865/97604362	11EME
24	LA MADONE	95338399/94013982	12EME
25	SAINTE LOUIS	95859686	13EME
26	LES PYLONES	66826813/95924231	
27	LULI LULI	98656060	

Jours du marché Dantokpa

<b>Avril 2023</b>
<b>Dimanche 02 Avril 2023</b>
<b>Jeudi 06 Avril 2023</b>
<b>Lundi 10 Avril 2023</b>
<b>Vendredi 14 Avril 2023</b>
<b>Mardi 18 Avril 2023</b>
<b>Samedi 22 Avril 2023</b>
<b>Mecredi 26 Avril 2023</b>
<b>Dimanche 30 Avril 2022</b>

Taux de change

Devises étrangères	Franc CFA (1Xof)
Dollar (USD)	652,73
Euro	655,95
Livre Sterling (GBP - Grande Bretagne)	775,87
Naira (NGN - Nigeria)	1,57
Cedi (GHS - Ghana)	80,69
Rand (ZAR - Afrique du Sud)	38,18
Yen (JPY)	4,7
Yuan (CNY)	97,15
Rouble russe (RUB)	10,44
Franc Suisse (CHF)	665,26
Franc Guinéen (GNF)	0,07
Roupie indienne (INR)	8,2
Droits de tirage spéciaux (FMI)	856,57
Or (XAU)	1131857,00
Argent (XAG)	12480,68

Prix des produits de première nécessité appliqués dans les marchés

produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Maïs	Tongolo	250
Mil	Tongolo	350/400
Gari ordinaire	Tongolo	350
Gari fin	Tongolo	400
Haricot rouge	Tongolo	650
Haricot blanc	Tongolo	700/800
Arachide décort. Gros grains	Tongolo	800
Piment vert (gbataki)	Tongolo	500
Tomate fraîche	Grand Panier	40.000/50.000
Oignon p m g	Panier (40)	1500/2000/3000
Farine de cossette d'igname	Tongolo	1000
Sésame qualité supérieure	Tongolo	1000
Sel marin local	Tongolo	350
Sel marin importé	Tongolo	350
Sucre en morceau	Paquet	600
Sucre en poudre	1kg	500
Riz ordinaire	Tongolo	Entre 500 et 900
Huile d'arachide locale	1litre	1400
Huile végétale importée	1litre	1700
Huile rouge locale	1,5litre	1000
Igname ordinaire	Tas	3500
Igname à piler	Tas	4500
Savon palmida	1pain	200
Lait concentré sucré BB et autres	250g	400/500
Lait concentré sucré Jago	Plus d'1kg	1200
Lait concentré non sucré Peak	250g	450
Sardine à huile	250g	500
Couscous Sipa	500g (en sachet)	850
Spaghetti Matanti	250g/500g (en sachet)	300/450
Coquille Maman et autres	250g/500g (en sachet)	300/450
Concentré de tomate	150g/250g/1kg	125/275/450/1900
Banane	Régime	Entre 3000 et 4000
Œuf	Plateau	2400/2600

Source : Quotidien l'Economiste du Bénin, fait le 18/04/ 2023

Cours des matières Premières du Mardi 18 Avril 2023

Matière première	Mois	Dernier	Var.	Var. %	Heure
Or	Août 2022	1.731,95	-10,35	-0,59%	21:17:03
XAU/USD		1.733,77	-8,57	-0,49%	21:17:32
Argent	Sept 2022	19,067	-0,169	-0,88%	21:17:11
Cuivre	Sept 2022	3,4242	-0,0978	-2,78%	21:17:32
Platine	Oct 2022	857,90	-24,90	-2,82%	21:17:32
Palladium	Sept 2022	2.137,50	-19,10	-0,89%	21:17:01
Pétrole brut WTI	Août 2022	103,61	-1,18	-1,13%	21:17:32
Pétrole Brent	Sept 2022	106,57	-0,45	-0,42%	21:17:32
Gaz naturel	Août 2022	6,429	+0,395	+6,55%	21:17:14
Fioul	Août 2022	3,7730	+0,1001	+2,73%	21:17:28
Essence RBOB	Août 2022	3,4612	+0,0141	+0,41%	21:17:28
Gasoil Londres	Août 2022	1.123,00	+49,50	+4,61%	21:17:26
Aluminium		2.380,00	-72,00	-2,94%	19:25:38
Zinc		3.049,50	-32,00	-1,04%	19:27:17
Nickel		21.880,00	+132,50	+0,61%	19:55:12
Cuivre		7.611,00	-179,00	-2,30%	19:30:02
Blé américain	Sept 2022	855,30	-35,70	-4,01%	20:20:06
Riz Paddy	Sept 2022	16,532	+0,077	+0,47%	20:20:06
Maïs américain	Sept 2022	635,00	+1,75	+0,28%	20:19:59
Soja américain	Août 2022	1.519,12	+6,12	+0,40%	20:19:57
Huile de Soja américaine	Déc 2022	61,28	+0,79	+1,31%	20:19:56
Farine de soja	Déc 2022	400,10	-3,60	-0,89%	20:20:06
Coton américain	Déc 2022	94,88	-0,75	-0,78%	20:20:01
Cacao américain	Sept 2022	2.378,00	+60,00	+2,59%	19:29:00
Café US C	Sept 2022	212,92	-7,53	-3,42%	19:30:04
Café de Londres	Sept 2022	1.968,00	-2,00	-0,10%	18:30:07
Sucre américain	Oct 2022	18,92	-0,10	-0,53%	18:59:00
Jus d'orange	Sept 2022	164,18	+0,63	+0,39%	20:00:07
Bétail	Août 2022	136,30	+2,35	+1,75%	20:04:59
Porc	Juill 2022	113,18	+0,32	+0,29%	20:04:57
Bovins d'engraissement	Août 2022	174,96	+2,48	+1,44%	20:05:04
Bois de construction	Juill 2022	663,00	+4,00	+0,61%	20:39:44
Avoine		486,10	+1,90	+0,39%	20:19:17

Prix des produits hydrocarbures et gaz

Produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Essence	1l	600
Pétrole	1L	851
Gasoil	1L	668
Mélange	1L	615
Gaz domestique	6kg (petite bouteille)	4770
	12,5kg (moyenne bouteille)	9900
	18kg (grande bouteille)	14.300
Huile à moteur (essence)	Bidon (1L)	2.900
	Bidon (4L)	9.590
Huile à moteur (diésel)	Bidon de 4Littres	10.535
Huile à moteur (Atf boîte automatique)	2littres	6.320
Huile à moteur (à pont EP 90)	2Littres	6.130
Huile à moteur en vrac	1Litre	2.265
Huile à moteur diesel	1Litre	2.165
Huile à 2 temps en vrac	1L	1.635
Graisse	0,400g	2.940
Eau distillée	1,5L	850
Eau de refroidissement	Bidon (1,5L)	1.600
	Bidon (5L)	5.000
Electrolyte	5L	4.000
E140 en vrac	1L	2.175
E140 camion et 4X4	Bidon de 2L	6.295

Source : Station « JNP » du Mardi 18 Avril 2022

Les marchés locaux qui s'animent par huitaine

Départements	Lieux	Noms	Jours	
Alibori	Malanville	Malanville	dimanche	
	Ségbana	Ségbana	dimanche	
	Bérébouaye	Bérébouaye	samedi	
	Malanville	Malanville	samedi	
	Karimama	Karimama	vendredi	
		Matéri	Matéri	jeudi
Tanguiéta		Tanguiéta	lundi	
Cobly		Cobly	mercredi	
		Gaouga	Gaouga	mardi
	Kassoua	Kassoua	mardi	
	Mono	Grand-Popo	Grand-Popo	mardi
Agoué		Agoué	mercredi	
Zou	Djalloukou	Djalloukou	dimanche	
	Massi	Massi	dimanche	
	Agouna	Agouna	mardi	
	Ikèmon	Ikèmon	mercredi	
	Borgou	Gogounou	Gogounou	dimanche
Bembéréké		Bembéréké	jeudi	
Kalalé		Kalalé	jeudi	
Tchaourou		Tchaourou	lundi	
Tchikandou		Tchikandou	mardi	
Fô-Bouré		Fô-Bouré	mercredi	
Sokka		Sokka	mercredi	
Parakou		Azeke	samedi	
N'Dali		N'Dali	samedi	
Dunkassa		Dunkassa	vendredi	
Collines		Ouèdèmè	Ouèdèmè	dimanche
		Ouessè	Ouessè	jeudi
		Gobada	Gobada	lundi
		Savè	Savè	lundi
		Tchetti	Tchetti	lundi
	Glazoué	Glazoué	mercredi	
	Lahotan	Lahotan	mercredi	
	Donga	Bénin	Bénin	jeudi
Tokotoko		Tokotoko	lundi	

# Prix du litre d'essence dans les pays africains en 2023:

1.Libye : 19,01 FCFA	14.Sao Tomé et Principe : 642,44 FCFA	26.Namibie : 754,54 FCFA	37.Guinée : 855,50 FCFA
2.Angola : 195,35 FCFA	15.Benin : 650 FCFA	27. Guinée-Bissau : 760 FCFA	38.Mali : 881,72 FCFA
3.Algérie : 205,19 FCFA	16.Ethiopie : 654,24 FCFA	28.Afrique du sud : 761,38 FCFA	39.Sénégal : 890,90 FCFA
4.Egypte : 267,47 FCFA	17.Soudan : 659,49 FCFA	29.Côte d'ivoire : 775 FCFA	40.Kenya : 892,21 FCFA
5.Nigeria : 278,61 FCFA	18.Mauritanie : 681,77 FCFA	30.Ghana : 780,11 FCFA	41.Djibouti : 898,11 FCFA
6.Tunisie : 499,59 FCFA	19.Sierra Leone : 685,71 FCFA	31.Lesotho : 780,11	42.Zambie : 899,53 FCFA
7.Tchad : 518,54 FCFA	20.Togo : 700,79 FCFA	32.Madagascar : 812,23 FCFA	43.Rwanda : 909,25 FCFA
8.Niger : 557,22 FCFA	21.Botswana : 705,37 FCFA	33.Cap-vert : 826,65 FCFA	44.Burundi : 963,66 FCFA
9.Gambie : 590 FCFA	22.Tanzanie : 744,71 FCFA	34.Mozambique : 837,14 FCFA	45.Seychelles : 994,47 FCFA
10.Gabon : 605 FCFA	23.Libéria : 734,87 FCFA	35.Maroc : 844,35 FCFA	46.Ouganda : 1022,01 FCFA
19. Zimbabwe : 624,82 FCFA	24.Comores : 750 FCFA	36.RDC : 853,53 FCFA	47.Maurice : 1035,12 FCFA
11.Congo : 625 FCFA	25.Burkina Faso : 750 FCFA		48.Malawi : 1048,23 FCFA
12.Cameroun : 630 FCFA			49.Érythrée : 1311,10 FCFA
13.Somalie : 635,89 FCFA			50.République centrafricaine : 1.500 FCFA

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Si vous vous laissez aller à de folles dépenses, vous serez aussitôt dans une impasse. Astreignez-vous à faire des économies et à gérer votre budget avec rigueur. Vous allez bientôt traverser une période de vaches maigres.

**Taureau** Soyez tout particulièrement prudent aujourd'hui en ce qui concerne le domaine financier, où votre jugement ne sera pas toujours excellent. Evitez d'engager des sommes trop importantes par rapport à vos moyens dans des affaires dont vous n'êtes pas absolument sûr de l'issue. Vigilance également dans le domaine immobilier : un contrat peut ne pas être très net et laisser la porte ouverte à d'épineux problèmes juridiques.

**Gémeaux** Mercure en cette configuration va vous souffler d'excellentes idées pour améliorer votre niveau de vie ou pour rentabiliser vos économies. Prenez rendez-vous avec votre banquier ; vous pourrez alors, grâce à ses conseils, tirer un bon parti de vos intuitions. Pluton pourra vous valoir une bonne surprise ; mais il vous faudra réagir rapidement pour profiter de l'occasion qui s'offrira à vous.

**Cancer** Mettez à présent de l'ordre dans vos affaires pécuniaires et faites vos comptes de manière à ne pas être pris ensuite au dépourvu. Une petite rentrée financière n'est pas impossible aujourd'hui. Mais ne vous lancez pas aussitôt dans des dépenses inutiles, faites plutôt fructifier vos fonds !

Journée délicate financièrement. Faites le dos rond et attendez en espérant des jours meilleurs, qui ne sauraient tarder. Ne vous laissez pas entraîner par votre impatience, car vos coups de tête vous feraient tomber dans le vide.

**Lion** Un petit voyage serait agréable actuellement et il vous détendrait tout en vous permettant de réaliser l'un de vos buts. Attention cependant de ne pas vider votre compte en banque ! Pour une fois, prenez les conseils de professionnels avisés, d'amis discrets, voire de votre bien-aimé... Les affaires d'argent sont délicates de nos jours !

**Balance** Cette journée sera relativement calme, marquée surtout par la nécessité de remettre de l'ordre dans vos finances, d'accumuler des biens et de préparer matériellement votre avenir. Evitez cependant de lâcher la proie pour l'ombre et d'hypothéquer le présent sous le prétexte d'assurer vos vieux jours.

**Scorpion** Votre esprit sera principalement axé sur le gain. En effet, cet aspect de Pluton, qui a trait aux biens et à la fortune, favorisera un renouveau d'appétit pour la richesse et la possession. Votre flair pour les bonnes affaires, petites ou grandes, se développera et s'affinera. Vous saurez apprécier avec lucidité les possibilités de bénéfices dans le domaine de la spéculation et des opérations boursières ou commerciales.

**Sagittaire** Votre équilibre budgétaire sera protégé par Saturne. Un coup de chance incroyable est d'ailleurs possible. Si vous faites partie des heureux élus qui ont droit à une bonne surprise, restez quand même prudent : placez cet argent au lieu de le dépenser.

**Capricorne** La réussite matérielle fera partie des dons que vous prodiguera aujourd'hui Mars. Vous pourriez emporter une excellente affaire financière ou gagner une somme conséquente à un jeu de hasard ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

**Verseau** La planète Saturne en bel aspect vous permettra de vous sentir bien dans votre peau et de connaître la joie de vivre. Il faudra pourtant vous garder d'une certaine euphorie et d'un optimisme béat, qui pourraient vous pousser au laisser-aller. Vous devrez surtout résister à l'impulsion de dépenser, d'acheter des quantités de choses qui ne se révéleront pas indispensables. Prenez note de cet avertissement de Benjamin Franklin : "Si vous achetez ce qui est superflu, vous vendrez bientôt ce qui est nécessaire".

Vous aurez la possibilité de réaliser des transactions financières profitables, et vous entendrez profiter de cette possibilité au lieu de ne penser qu'à faire la fête. Vous serez aussi en mesure de régler aujourd'hui une affaire litigieuse qui traînait depuis longtemps.

## L'économiste

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007  
Sikèkòdjì zone résidentielle, 2<sup>ème</sup> rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistbenin.com

### Directeur Général

Léonard DOSSOU  
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

### Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON  
(66 232 545)

### Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUHOMEGAN (97 14 85 43)

### Directeur de publication

Jules AFFODJI

### Rédacteur en chef

Jean Claude KOUAGOU  
(97 720 976)

### Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO  
(66656265)

### Rédacteurs

Nestor DEHOUINDJI  
Bidossessi WANOU  
(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU  
Falco Vignon

### Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)  
Mouhamed Bouhari SAÏDOU  
(Br. Borgou/Alibori)

### Rock AMADJI

(Correspondant Zou-Collines)

### Emmanuel AKAKPO

(Br Atacora-Donga)

### Issa SIKITI DA SILVA

(Correspondant RDC)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

### Franck Vial, correspondant France

de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

### Directrice commerciale

Rigel BATCHO  
(69190880)

### Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON  
(62323855)

## Oulimata Ndiaye Diasse à propos de l'Agence UMOA-Titres

## « L'éducation financière est au cœur de nos préoccupations »

Mme Oulimata NDIAYE DIASSE, responsable du département Conseil et Assistance aux Etats de l'Agence UMOA-Titres, accompagne les Etats dans leurs stratégies d'endettement et de financement sur le marché des Titres Publics et dans la gestion active de leurs dettes. Titulaire d'un DEUG Mathématiques appliquées aux sciences sociales et, entre autres, d'un Master 2 d'Economie, Monnaie et Finance Internationale de la Toulouse Business School, elle répond à nos questions.

**T**out d'abord, comment se présente le marché des titres publics de l'UMOA pour le deuxième trimestre 2023 dans un contexte mondial et régional de hausse des taux ?

A l'instar de l'ensemble des marchés financiers, nous observons sur le marché des titres publics (MTP) une hausse des taux de sortie des émissions depuis mi 2022. Cette hausse des taux s'accompagne d'une baisse de la couverture des émissions et à un repli des investisseurs sur les titres de court terme. A la date du 28 mars 2023, 1 079 milliards FCFA ont été mobilisés par les huit Etats membres sur le MTP pour 1 415 milliards FCFA mis en adjudication soit un taux de réalisation de près de 76%. Pour mémoire, ce dernier s'élevait à 104% sur le premier trimestre 2022 et est ressorti à 101% sur toute l'année 2022. Concernant le coût de financement, comparativement au premier trimestre de l'année 2022, les rendements affichent une augmentation de près de 150 pbs sur le premier trimestre 2023, avec des hausses de plus de 200 pbs pour les instruments émis sur le segment moyen terme (3 – 5 ans). Pour le deuxième trimestre 2023, nous anticipons des conditions en légère amélioration. En effet, les banques, principaux investisseurs sur ce marché, indiquent être dans une position d'ajustement pour s'accommoder au processus de normalisation de la politique monétaire de la BCEAO. Dans ce contexte, les émetteurs s'adaptent également en renforçant l'offre d'instruments à court terme.

**Quelles sont les caractéristiques du marché monétaire et qu'est ce qui le distingue du marché financier ?**

Par définition, le marché monétaire constitue le marché du cash et des actifs de court et très court terme. Il est constitué du marché interbancaire et aussi du segment des titres de créances négociables (TCN) et sur lequel les institutions financières (banques, banques centrales, les trésors nationaux ...) et les grandes entreprises vont s'échanger des instruments à court terme contre des liquidités. Le marché financier est un marché de capitaux à moyen et long terme sur lequel les négociations entre



les acteurs vont porter sur des actifs de moyen et long terme dont les obligations de maturité supérieure ou égale à deux ans, des actions. Dans une période où l'éducation financière est au cœur de nos préoccupations, il convient de redonner à ces termes génériques leur vraie signification. Ainsi, le marché des Titres Publics (marché de la dette souveraine) couvre à la fois le segment monétaire et le segment du marché financier. Les états y émettant des bons et des obligations sur des maturités allant de 7 jours à 15 ans à date. Ailleurs, les maturités atteignent 100 ans, voir des dettes perpétuelles.

**Comment expliquez-vous la tendance à l'allongement des maturités sur le marché monétaire ?**

Avant de répondre, il serait plus indiqué de remplacer le terme « marché monétaire » par « marché des titres publics ». Nous constatons en effet, depuis quelques années un rallongement des maturités des titres émis. Ce rallongement provient d'une demande forte des Etats pour les besoins de financement de certains projets par des ressources à long terme. Dans le même temps, les titres de maturité longue correspondent aussi à des actifs recherchés par

une certaine catégorie d'investisseurs comme les assureurs-vie, leur permettant ainsi de réduire le risque de réinvestissement. Ils permettent aussi aux investisseurs de diversifier leurs portefeuilles. Avec la sophistication des investisseurs, ces derniers détiennent divers outils pour appréhender le risque souverain en relation avec les rendements offerts. Le contexte de taux bas a également été porteur, les investisseurs à la recherche de rendements élevés se positionnant naturellement sur les maturités les plus longues offertes par les Etats. A ce jour, la maturité la plus longue jamais émise sur le marché par adjudication est de 15 ans in fine. Notons que sur les 5 255 mds mobilisés en 2022 sur le MTP, seuls 20% concernent le segment à long terme (+ de 7 ans). Il s'agit d'une petite proportion des titres et il y a des efforts à faire pour la diversification de la base des investisseurs.

**Les Etats se refinancent massivement sur le marché régional. Est-ce à dire que ses conditionnalités sont plus favorables que le marché international ?**

Dans notre zone, la stratégie d'endettement des Etats repose sur plusieurs objectifs au rang desquels figurent « la mobilisation des besoins de financement de l'Etat au coût le plus faible possible dans une perspective de moyen long terme » et « le développement du marché domestique ». Le développement du marché régional de la dette souveraine nécessite une intervention régulière des émetteurs sur la base de bonnes pratiques de marché. Nos Etats ont bien compris l'importance de la construction et du développement d'un marché régional profond et résilient, ce pour le financement de nos économies. Ceci explique le choix de certains émetteurs, de mobiliser leurs ressources en priorité sur le marché régional, ce, même quand les conditions sur les marchés internationaux étaient attractives. En ce qui concerne l'exercice 2023, les conditions sur les marchés internationaux sont en effet particulièrement dégradées. Une occasion supplémentaire de mettre la profondeur du marché régional au défi.

Source : Financial Afrik

4<sup>ème</sup> édition du « Mois d'octobre, Mois du consommer local »

## Filiga Sawadogo échange avec la Ministre Shadiya Assouman

En prélude à la 4<sup>ème</sup> édition de l'initiative du « Mois d'octobre, Mois du consommer local », le Commissaire en charge du département du Marché Régional et de la Coopération, Filiga Michel Sawadogo a été reçu, le mardi 18 avril 2023, en audience par la ministre de l'industrie et du commerce du Bénin, Shadiya Alimatou Assouman. Occasion d'échanger sur l'organisation dudit évènement à Cotonou.

• S.T.

Initiative tournante visant à promouvoir la consommation des produits locaux, le « Mois d'octobre, Mois du consommer local » dont la 4<sup>ème</sup> édition aura lieu à Cotonou en cette année, occupe la Commission de l'Uemoa et la partie béninoise. A ce titre, le Commissaire en charge du département du Marché Régional et de la Coopération, Filiga Michel Sawadogo et la ministre de l'industrie et du commerce du Bénin, Shadiya Alimatou Assouman se sont entretenus, mardi dernier, sur les diligences à mettre en œuvre



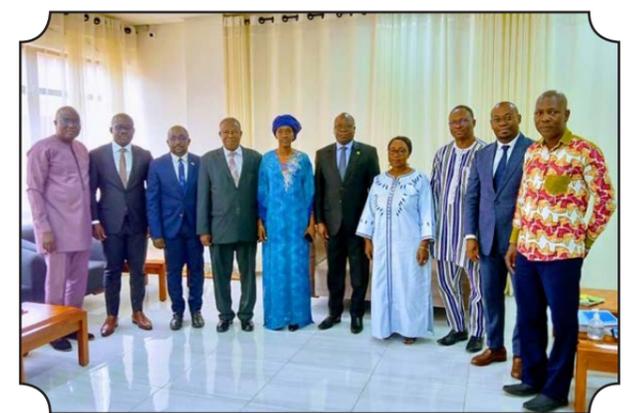
pour réussir l'organisation de l'édition 2023 de l'initiative à Cotonou. L'occasion a été pour le Commissaire Sawadogo de présenter au ministre Assouman l'état de l'intégration régionale, notamment des préoccupations

relatives aux entraves à la libre circulation des marchandises au sein de l'Union et les actions à mettre en œuvre dans le cadre de l'Accord portant sur la Zone de Libre-Echange Continentale

Africaine (ZLECAf). Aussi, saisissant cette occasion, le Commissaire a souhaité l'implication personnelle du ministre pour la transposition de deux Directives de la concurrence, à savoir la Directive n°01/2002/CM/UEMOA du 23 mai 2002 relative à la transparence des relations financières d'une part, entre les Etats membres et les entreprises publiques et d'autre part, entre les Etats membres et les Organisations internationales ou étrangères et la Directive n°02/2002/CM/UEMOA du 23 mai 2002 relative à la coopération entre la Commission et les structures nationales de concurrence pour l'applica-

tion des articles 88, 89 et 90 du Traité. Heureuse de la démarche de la Commission de l'Uemoa, à travers le Commissaire Sawadogo, le Ministre Shadiya Assouman s'est engagée à œuvrer pour la

réussite de la 4<sup>ème</sup> édition du « Mois d'octobre, Mois du consommer local ». A noter que cet évènement promu par la Commission de l'Uemoa est désormais tournant et se tiendra tous les deux ans.



PADSBEE/Accès Durable et Sécurisé du Bénin à l'Energie Électrique

## Le dédommagement des personnes affectées acté

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'Accès Durable et Sécurisé du Bénin à l'Energie Électrique (PADSBEE), les populations affectées par les travaux seront incessamment dédommagées. Le Conseil a en effet marqué son accord pour le dédommagement des personnes recensées et instruit les ministres concernés de veiller à la bonne conduite des opérations y relatives. Il faut noter que dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, la composante « Accès Durable et Sécurisé à l'Energie Électrique » prévoit d'atteindre un taux national d'électrification de 75% d'ici à 2025, à raison de 50% en milieu rural et 90% en milieu urbain. Les infrastructures à réaliser consistent notamment en la construction de lignes ou de postes de transport dans certains départements et affecteront plusieurs propriétés privées.

REPUBLIQUE DU BENIN  
Fraternité-Justice-Travail  
\*\*\*\*\*

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE  
\*\*\*\*\*

SECRETARIAT GENERAL DU  
GOUVERNEMENT  
\*\*\*\*\*

N° 13/2023/PR/SGG/CM/OJ/ORD

**COPIE**

### Compte-rendu du Conseil des Ministres

Le Conseil des Ministres s'est réuni ce mercredi 19 avril 2023, sous la présidence de Monsieur Patrice TALON, Président de la République.

Les décisions ci-après ont été prises :

#### I- Mesures normatives.

Sous cette rubrique, il a été adopté le décret portant échelonnement indiciaire dans les grades des corps des personnels des Eaux, Forêts et Chasse.

#### II- Communications.

##### Dédommagement des personnes affectées par la mise en œuvre du Projet d'Accès Durable et Sécurisé du Bénin à l'Energie Électrique.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, la composante « Accès Durable et Sécurisé à l'Energie Électrique » prévoit d'atteindre un taux national d'électrification de 75% d'ici à 2025, à raison de 50% en milieu rural et 90% en milieu urbain.

Les infrastructures à réaliser consistent notamment en la construction de lignes ou de postes de transport dans certains départements et affecteront plusieurs propriétés privées.

C'est pour cette raison que le Conseil a marqué son accord pour le dédommagement des personnes recensées et instruit les ministres concernés de veiller à la bonne conduite des opérations y relatives.

#### III- Rencontres et manifestations internationales.

Il a été autorisé la participation du Bénin, du 8 au 13 mai 2023 à Windhoek, en Namibie, à la 10<sup>ème</sup> conférence sur l'enseignement et l'apprentissage et à la 12<sup>ème</sup> table ronde de la Fédération africaine des agences de régulation de l'enseignement.

Fait à Cotonou, le 19 avril 2023,

Le Secrétaire Général du Gouvernement,



Edouard OUIN-OURO.

## Diaspora et investissement en Afrique

### Les analyses de Maître Melvin Brown pour un développement « gagnant-gagnant »

Notre invité aujourd'hui est Maître Melvin BROWN, Président du Parlement de l'Etat de la Diaspora Africaine qui nous a fait l'honneur de répondre à nos questions.



**J**e suis Melvin BROWN, je suis un avocat au Panama et je suis d'origine afro-caribéenne.

Mes ancêtres se sont installés au Panama pendant la construction du Canal de Panama (au 19<sup>ème</sup> siècle). En Octobre 2021, j'ai été élu Président du Parlement de l'Etat de la Diaspora Africaine.

**Merci d'expliquer ce qu'est l'Etat de la Diaspora Africaine ?**

L'Etat de la Diaspora Africaine est une organisation politique qui structure la diaspora africaine, afin qu'elle travaille avec l'Afrique dans un esprit panafricain. Nous les africains vivant en dehors du continent considérons que nous devons avoir une relation de travail avec le continent africain et que nos intérêts sont les mêmes que ceux du continent.

**Quand avez-vous commencé à avoir un intérêt pour le continent africain ?**

Il y a vingt ans, j'ai commencé à m'impliquer dans la question du développement durable et de la planification stratégique pour le développement socioéconomique des afro descendants. J'ai notamment eu l'opportunité de travailler dans le Comité de Pilotage des Nations Unies (entité mise en

place par Koffi Annan), de la Conférence des Nations Unies Contre Le Racisme de Durban au début des années 2000, où je représentais à l'époque une organisation de la société civile panaméenne. C'est à cette époque que me suis familiarisé avec les objectifs du panafricanisme. Par le biais des interactions avec des membres de la Diaspora ayant une grande expérience dans le domaine, je me suis rendu compte que si la Diaspora a 350 millions de membres et que le continent a entre 1,3 et 1,4 milliards d'habitants, il est logique que la Diaspora et le continent travaillent ensemble. L'Afrique en dépit du colonialisme et du néocolonialisme demeure le continent le plus riche de la planète. Dans la Diaspora, nous avons beaucoup de ressources humaines et financières qui font que si nous combinons nos forces et nous planifions ensemble, cela ne peut entraîner qu'une situation « gagnant-gagnant ». Cette coopération nous permettra de résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés depuis six-cent ans.

**De quelles régions de la planète proviennent les responsables de votre organisation ?**

Nous avons six régions lesquelles sont : le continent Africain, l'Europe, l'Asie et le Pacifique, l'Amérique du Nord, l'Amérique Centrale et les Caraïbes et l'Amérique du Sud.

**Quelles ont été les principales réalisations de l'Etat de la Diaspora Africaine depuis sa création ?**

Différents textes législatifs ont été adoptés, notamment sur l'identité et la citoyenneté, sur la spiritualité et la pratique religieuse ainsi que sur la culture et l'ethnocide. Un projet de jumelage de villes est actuellement en cours ainsi que la mise en place de « villes intelligentes ». Des campagnes de promotion de l'idée panafricaine sont mises en œuvre dans différents pays afin de sensibiliser les populations afro descendantes.

**La population afro descendante d'Amérique Centrale et des Caraïbes que vous connaissez bien est-elle intéressée à l'idée de voyager en Afrique et d'établir des liens touristiques avec des structures spécialisées au sein des pays africains ?**

En ce qui me concerne, tout est une question de nombre. Si la Diaspora compte plus 350 millions de membres, et que son revenu annuel est supérieur à plusieurs milliards de dollars ne serait-ce que sur le continent américain, ceux qui opèrent dans le domaine du tourisme doivent mettre en place des stratégies visant à développer les relations avec l'Afrique. Si nous prenons par exemple le programme de retour mis en place par le Ghana, celui-ci a généré plus d'un milliard de dollars.

Propos recueillis par la Rédaction



**Avec ARESS,  
vivez l'Énergie,  
l'Énergie de Qualité  
pour tous**

LA QUALITE POUR TOUS

f in Instagram Twitter ARESS

(+ 229) 96 63 96 82

**REJOIGNEZ VOTRE QUOTIDIEN SUR NOS DIFFÉRENTS RESEAUX SOCIAUX**

L'économiste du Bénin est le premier quotidien béninois spécialisé en informations économique, financière et boursière.

**+229 69 19 08 80 / 95 42 96 26**

leconomisteben1  
journalleconomiste  
leconomistbenin1@gmail.com

Sikècodji, 2ème rue à droite en quittant les feux tricolores de la Marina pour le carrefour Okpè Oluwa

[www.leconomistebenin.com](http://www.leconomistebenin.com)